

en novembre 1939, grâce à la garantie de billets à deux ans et au taux de 2 p. 100. On se rappellera qu'on a affecté 92 millions de cette somme au rachat de titres canadiens détenus à Londres. Le Royaume-Uni se procurait ainsi une quantité considérable de dollars canadiens qu'il a employés à l'achat de produits alimentaires, de matières premières et d'autres approvisionnements de guerre d'origine canadienne.

Un programme monétaire approprié a facilité cet emprunt de banques autorisées. Du mois d'août au mois de novembre l'actif de la Banque du Canada a accusé une augmentation d'environ 107 millions de dollars par suite d'achat de titres et de l'accroissement de la valeur de son or et de ses réserves de change étranger. On a obtenu ainsi les devises nécessaires pour faire face à l'augmentation de la demande publique visant les billets en circulation et pour accroître les réserves en espèces des banques autorisées au montant de 33 millions de dollars.

Cette augmentation des réserves en espèces a permis aux banques d'accroître le total de leurs dépôts canadiens d'environ 306 millions de dollars. Au cours de la même période, elles ont augmenté leurs prêts courants d'environ 147 millions de dollars, en grande partie pour faire les fonds de la grosse récolte de blé, et ont accru de 158 millions de dollars la somme nette des titres qu'elles détenaient.

Ainsi, la politique financière et monétaire concordait avec l'intention déclarée de faciliter, au début, l'augmentation du volume des affaires et l'expansion du revenu national.

A la mi-janvier, il devint apparent que les affaires avaient acquis une reprise suffisante pour motiver le lancement d'un emprunt parmi les épargnants. En conséquence, nous avons offert notre premier emprunt de guerre sous forme d'obligations à douze ans et à 3½ p. 100 et rachetables par lots au cours des cinq dernières années. On avait préparé la campagne avec le plus grand soin et le succès de l'emprunt a dépassé nos espérances. Sur les souscriptions totales au montant de 375 millions de dollars, nous avons attribué 200 millions de dollars aux souscripteurs en espèces et 50 millions aux souscripteurs qui désiraient convertir leurs titres de l'un de nos emprunts dont l'échéance tombait le 1er mars. Il convient de noter tout particulièrement que plus de 178,000 personnes ont souscrit en espèces à cet emprunt et que, de ce nombre, plus de 121,000 ont souscrit des montants de 500 dollars et moins. Nous avons pu obtenir ce résultat grâce à la collaboration des institutions et des particuliers de tout

le pays et, par-dessus tout, grâce à l'appui unanime et enthousiaste de l'ensemble du peuple canadien.

Cet emprunt de janvier lui-même a eu une portée d'expansion immense par le fait qu'il a permis de convertir en dépenses de l'Etat des fonds considérables immobilisés dans les comptes d'épargne des banques. Quoi qu'il en soit, le nombre des petits souscripteurs et les dispositions prises par les employés des établissements industriels pour l'achat d'obligations acquittées à tempérament constituent une preuve convaincante qu'une proportion étonnante des souscriptions représentaient de récentes économies réalisées grâce à des revenus accrus.

Laissant de côté une ou deux opérations financières de moindre importance pour fins de remboursement, j'en arrive maintenant à une autre grande mesure adoptée à l'égard de nos opérations d'emprunt, je veux dire notre programme de certificats d'épargne de guerre inauguré le 27 mai. Ces certificats sont émis en petites coupures afin de faciliter l'épargne régulière et les contributions à l'effort de guerre du Canada de la part des personnes aux ressources et aux moyens peu élevés. Complétés par les timbres d'épargne de guerre en coupures de 25c., ces certificats permettent à tous les Canadiens de faire leur part dans l'œuvre de guerre du Canada tout en contractant, en même temps, l'habitude de l'économie et de garnir un "bas de laine" pour toutes les éventualités. Différant des campagnes lancées à l'occasion de nos emprunts de guerre périodiques, la vente de ces certificats et de ces timbres comporte un effort constant de nature à assurer un flot continu de souscriptions dont l'importance se mesure plus encore à son influence qu'aux fonds encaissés.

Le travail de préparation et d'organisation qu'exigea cette campagne fut immense et je suis heureux d'offrir nos sincères remerciements aux citoyens, associations et maisons d'affaires patriotes qui ont bien voulu nous accorder généreusement leur aide et leur appui. Les honorables députés apprendront avec plaisir que nous ne payons absolument aucune commission aux maîtres de poste, banques, institutions financières et sociétés commerciales qui s'occupent de la vente de ces certificats; de même, les citoyens qui organisent et poursuivent cette campagne, tant à Ottawa que dans les autres parties du pays, donnent leurs services à titre bénévole.

Si l'on passe maintenant à la situation commerciale en général, on constate que sur un point le ministre du Revenu national s'est montré par trop modéré dans ses prévisions